

Le géant poursuivre

Sur les diverses pratiques du géant de l'Internet Google

#Google

Le fait que le géant de l'Internet, Google, ait apporté au monde beaucoup d'innovations technologiques est connu de presque tous les bambins. Nous devons en partie à Google, tel qu'il existe aujourd'hui, un moteur de recherche rapide, des e-mails gratuits sans spam, des traductions de langues intelligentes, et bien plus encore. Google est omniprésent. La société, dotée de plusieurs milliards de dollars, installe ses propres câbles à fibres optiques traversant les océans, exploite d'énormes parcs de serveurs dont la topographie est gardée secrète et est très active dans le domaine de I.I. On pourrait presque croire que Google est une société 100% conviviale et transparente qui a même choisi le slogan «Ne fais pas le mal» comme slogan de marketing d'entreprise pendant un certain temps. Mais la société a des côtés sombres dont la plupart des gens n'ont jamais entendu parler.

Le 7 août 2017, James Damore, un employé de Google à Mountain View, en Californie, a été licencié par le PDG de Google après que Damore a joint **un mémorandum de dix pages** sur la politique de Google en matière de diversité à un forum de discussion numérique interne. Dans son mémorandum intitulé "Chambre d'écho idéologique de Google", James Damore - qui avait travaillé avant d'être licencié en tant qu'ingénieur logiciel pour la société - a critiqué ce qu'il considère comme la "culture d'entreprise biaisée" de Google. Il décrit dans son mémorandum comment ce biais affecte la définition de la diversité et comment il crée une culture d'exclusion chez Google. James Damore écrit qu'il est favorable à la diversité et qu'il l'encourage dans son environnement de travail. Mais il affirme que le climat de discussion qui règne au sein de l'entreprise empêche tout débat sur le sujet et que les employés de Google n'oseraient pas exprimer librement leur opinion par crainte d'être licenciés.

Heureusement, une discussion ouverte et honnête avec ceux qui sont en désaccord peut mettre en lumière nos angles morts et nous aider à grandir, c'est pourquoi j'ai écrit ce document. Google a plusieurs préjugés et la discussion honnête au sujet de ces préjugés est réduite au silence par l'idéologie dominante ... Chez Google, nous parlons beaucoup des préjugés inconscients liés à la race et au sexe, mais nous discutons rarement de nos préjugés moraux. L'orientation politique résulte en fait de préférences morales profondes et donc de préjugés. Étant donné que l'écrasante majorité des sciences sociales, des médias et de Google sont de gauche, il convient d'examiner de manière critique ces préjugés ... En termes de parti pris politique, je me considère comme un libéral classique et valorise fortement l'individualisme et la raison. . Je serais très heureux de discuter plus en détail du document et de fournir plus de citations.



James Damore affirme en outre que des préjugés aussi bien inconscients que explicites garderaient les femmes, en particulier, des emplois dans le secteur de la technologie et des postes de direction:

En moyenne, les hommes et les femmes diffèrent biologiquement de nombreuses manières. Ces différences ne sont pas simplement socialement construites ... Je ne dis pas que tous les hommes diffèrent de toutes les femmes de la manière suivante ou que ces différences sont "justes". Je dis simplement que la distribution des préférences et des capacités des hommes et des femmes diffère en partie pour des raisons biologiques et que ces différences peuvent expliquer pourquoi nous ne voyons pas une représentation égale des femmes dans les technologies et le leadership. Bon nombre de ces différences sont minimales et il existe un important chevauchement entre hommes et femmes. Vous ne pouvez donc rien dire sur un individu compte tenu de ces répartitions au niveau de la population.

Dans son analyse, James Damore met l'accent sur ces différences entre les hommes et les femmes **de manière très détaillée dans son mémorandum** et formule un certain nombre de suggestions sur la manière de réduire les préjugés idéologiques chez Google et, partant, d'améliorer la diversité sur le lieu de travail. Quelques jours plus tard, il a été renvoyé. Le responsable de Google, Sundar Pichai, a même interrompu ses vacances en Europe à cause de cet incident. Les employés de Google à Mountain View ont demandé à des agents de sécurité d'escorter immédiatement James Damore vers l'entrée principale et de lui envoyer ses effets personnels à son domicile. Danielle Brown, responsable de la diversité sur le lieu de travail chez Google, a déclaré à propos du licenciement de James Damore:

Construire un environnement ouvert et inclusif implique de promouvoir une culture dans laquelle les personnes ayant des points de vue différents, y compris des opinions politiques différentes, se sentent en sécurité pour partager leurs opinions. Mais ce discours doit aller de pair avec les principes d'égalité dans l'emploi énoncés dans notre code de conduite, nos politiques et nos lois antidiscrimination.

Le PDG, Sundar Pichai, est allé encore plus loin et a mentionné dans un e-mail distribué par l'ensemble de la société intitulé «Nos paroles comptent» que James Damore avait apparemment violé le codex de la société Google, comme il **l'a mentionné dans sa déclaration**:

Certaines parties du mémo enfreignent notre code de conduite et franchissent la ligne **en promouvant les stéréotypes sexistes préjudiciables** (!) Sur notre lieu de travail ... Suggérer à un groupe de nos collègues des caractéristiques qui les rendent moins aptes à la biologie. à ce travail est offensant et pas OK.

Incidentement, James Damore et son avocat avaient entamé des poursuites judiciaires contre Google à Mountain View quelques semaines plus tard, le droit du travail californien interdisant formellement la résiliation du contrat de travail pour toute raison politique. Le 8 janvier 2018, les avocats de James Damore ont également **engagé une action en justice** contre Google pour violation des droits discriminatoires devant la Cour suprême de Santa Clara, en Californie. Fin février 2018, un avocat de la National Labour Relations Board aux États-Unis - une entité qui a au départ peu à voir avec le procès intenté par Damore - déclare à la population que **le géant de la technologie avait apparemment agi** conformément à la loi dans sa décision de licencier James Damore. Cette déclaration n'est pas surprenante étant donné que Google avait déjà exercé des pressions sur l'avocat de la NLRB.

Le fait que Google ait un intérêt économique à collecter des données auprès de milliards d'utilisateurs

bien connus. Des données volumineuses, en particulier provenant d'utilisateurs de téléphones mobiles, sont collectées et analysées pour afficher des publicités personnalisées, entre autres. Toutefois, les données mobiles collectées par le «capitalisme de la surveillance» de Google sont créées même lorsqu'un téléphone fonctionne sans carte SIM, n'est pas connecté à un réseau Wi-Fi et même lorsqu'il fonctionne en mode avion, **peut être vu dans ce** communiqué de presse.

En outre, Eric Schmidt, ancien cadre supérieur et ex-directeur général de Google de la société mère Alphabet, **a quitté ses fonctions** à la fin de décembre 2017 - pas moins de 24 heures après la signature du président exécutif Donald Trump. Une ordonnance enjoignant à plusieurs autorités américaines d'agir dans le monde entier contre le trafic d'êtres humains, la corruption et les entreprises qui y participent.

Certains **courriels confirment également le rôle de soutien** de l'ex-PDG Eric Schmidt **pour le parti démocrate** lors des dernières élections:

J'ai mis en commun mes idées sur les idées de la campagne et j'ai programmé des réunions dans les prochaines semaines pour les vétérans de la campagne. me dire comment améliorer ces idées. Ceci est simplement un brouillon, mais laissez-moi savoir s'il s'agit d'un processus utile pour vous tous. Merci !! Eric

Notes pour une campagne démocratique de 2016

Eric Schmidt

Avril 2014

Voici quelques commentaires et observations basés sur ce que nous avons vu lors de la campagne de 2012. Si nous commençons bientôt, nous serons très bien placés pour exécuter bien pour 2016 ...

Il est également intéressant de noter que **Eric Schmidt s'est rendu en Corée du Nord en janvier 2013**, environ un mois après que le pays a terminé avec succès un test de missile à longue portée. La visite a même été condamnée par le département d'État Obama et a annoncé que la visite de Schmidt avait eu lieu à un "moment défavorable". Schmidt était accompagné de Jared Cohen, ancien employé du Département d'État américain et observateur du prétendu "Printemps arabe" en Égypte et en Iran.

Les documents internes de Google indiquent que les employés de Google ont discuté de **bloquant les principaux médias conservateurs des résultats de recherche** après l'élection de Trump en 2016 afin d'éviter une réélection dans quatre ans. Des courriers électroniques supplémentaires révèlent la consultation politique intense menée par Google auprès du parti démocrate américain aux États-Unis, en lien avec un groupe d'électeurs de Latinos aux États-Unis, comme expliqué dans la vidéo suivante:



En outre, Google a largement recours à l'aide d'une société appelée «Southern Poverty Law Center» et ses employés ont aidé le géant de la technologie à **jouer le rôle de filtre moral** pour effacer le contenu Web de Google qu'ils prétendent être. «discours de haine». La société classe ces catégories sans trop d'hésitation parmi de nombreuses personnalités conservatrices, qui figurent probablement sur la "carte des discours de haine" du **Southern Poverty Law Center**, car ces personnalités et journalistes sont plutôt désireux de Découvrez la vérité (y compris chez Google et Cie.).

Un "vandalisme" présumé sur certaines des pages de résultats de recherche de Google provoque encore plus d'irritation **début juin 2018**, pas seulement aux États-Unis. Une recherche sur le "Parti républicain de Californie" indique dans le prétendu «panneau de connaissances» de Google qu'il s'agirait d'une idéologie nazie. Google tente de corriger l'erreur le plus rapidement possible et explique que l'entreprise ne ferait pas preuve de partialité à l'encontre d'opinions conservatrices. Dans l'intervalle, certains employés de Google ont déclaré que la réunion annuelle des politiciens conservateurs aux États-Unis (CPAC) **serait apparemment une conférence sur la "haine" et l'"ethno-nationalisme"**. Un directeur de Google a également suggéré que le géant de la technologie utilise ses ressources pour **"orienter davantage les conservateurs et les républicains vers un message de liberté"**.

Le 29 août 2018, même le président américain Donald Trump a dû **tweet sa préoccupation** au sujet du parti pris de Google envers le monde, affirmant que le géant de la technologie avait traité les autres présidents américains de manière très différente dans le passé.



Quelques jours plus tard, les législateurs du Congrès américain se plaignent également de Google. La société a été invitée à envoyer un haut responsable à Washington pour une audience des services de

renseignements du Sénat sur les ingérences électorales, ainsi que sur Facebook et Twitter. Alors que Facebook et Twitter avaient envoyé leur chef de l'exploitation et leur PDG, Google a proposé qu'un avocat soit envoyé à Washington. Ainsi, la société a reçu une prétendue [chaise vide](#) au Congrès américain, un moyen pour les législateurs d'exprimer leur mépris.

Le 12 septembre 2018, [Breitbart publie une vidéo interne à Google](#) à partir du lendemain des élections de 2016. Larry Page et Sergey Brin, fondateurs de Google, consacrent plus d'une heure de leur temps précieux lors d'une réunion dite «Thank-God-It's-Friday (TGIF)» afin d'exprimer principalement leur préoccupation concernant [les résultats des élections](#) de la nuit précédente:

[Sergey Brin, fondateur de Google](#): «Les élections ... sont en contradiction avec nombre de nos valeurs ... Nous ne savons pas quelle direction prendra ce pays ... et nous vivons dans une période de grande incertitude. Il est incertain pour beaucoup d'entre nous ici, en particulier les immigrants ou les minorités, les femmes, aehm, je veux dire tant de gens, mais généralement ceux qui ont des enfants et qui s'interrogent sur leur monde.»

[Kent Walker, vice-président, Affaires mondiales](#): «La peur, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier, alimente les inquiétudes, la xénophobie, la haine et le désir de trouver des réponses qui pourraient ne pas exister.»

[La chef des finances Ruth Porat](#): «Nous allons utiliser toute la force et les ressources dont nous disposons. Nous devons continuer à promouvoir des valeurs très importantes.»

[Eileen Naughton, vice-présidente, Opérations sur les personnes](#): «Nous surveillons de près la situation. Notre bureau des politiques à [Washington] DC est sur tout le problème [de l'immigration] et ... nous nous battons bien sûr ... Nous nous sommes également positionnés [nous-mêmes] au cours des 10 dernières années pour réparer ce qui est un système d'immigration très défaillant dans ce pays et nous allons faire avancer ce combat».

Un [article sur The Intercept](#) révèle en outre que Google a contribué à la création d'un moteur de recherche baptisé Dragonfly pour le gouvernement chinois, qui connecterait les numéros de téléphone des utilisateurs à leurs recherches, facilitant ainsi l'identification des dissidents et des défenseurs des droits humains en Chine et ailleurs. Même après que [CEO Pichai ait annoncé la fin du projet](#) coopération avec le gouvernement chinois, des initiés de Google signalent quelques mois plus tard que [le projet a été très bien poursuivi](#) - conformément aux instructions données par la direction de Google.

Début octobre 2018, [grâce à un problème logiciel lié à Google +](#), les données personnelles d'au moins 500 000 utilisateurs étaient accessibles aux développeurs externes. Divers pays ordonnent à Google de mener des enquêtes à ce sujet.

Les problèmes autour de Google redeviennent intéressants à la mi-décembre 2018. Le PDG, Sundai Pichai, [se présente enfin devant le Congrès américain](#) afin de faire croire que Google ne serait «apparemment pas un refuge pour les partis pris politiques». Il est intéressant de noter que la presse a fait état d'un [feu qui n'était pas vraiment petite, qui aurait éclaté dans le centre technique de Google à Pékin, Chine](#), exactement le jour de l'apparition de Pichai au Congrès américain.

Il ne fallut que quelques mois avant que [les documents Google divulgués prouvent](#) que Google avait [manipulé ses résultats de recherche](#) en utilisant une liste noire, même en Irlande, peu [avant un référendum public sur l'avortement](#). Et puisque Google explique dans [ses newsletters internes](#), entre autres, que critiquer la République populaire de Chine serait considéré comme un «discours de haine»,

l'incendie du centre technique de Google à Beijing pourrait également être envisagé sous un angle différent.

De nouvelles informations sur Google arrivent également dans le monde début 2019. Une étude interne de Google visant à déterminer l'écart de rémunération entre femmes afin de prouver [combien les femmes sont moins bien rémunérées que leurs collègues masculins révèle l'inverse](#): la majeure partie des femmes Google les employés sont mieux payés que les hommes à des postes similaires. C'est peut-être finalement la raison pour laquelle certaines forces de Google contre non seulement en Californie étaient si désireuses de faire virer James Damore immédiatement à l'époque.

À l'été 2019, le Congrès américain tient une audience intitulée "Google et la censure via les moteurs de recherche". Un universitaire très respecté et ancien partisan de Hillary Clinton présente ses conclusions [ici](#). Il affirme que Google était et est capable de balancer entre 2,6 et 10,4 millions de voix en manipulant leurs différentes technologies logicielles:



Fin 2019, les deux fondateurs de Google [Larry Page et Sergey Brin annoncent](#) qu'ils quittent leur poste de direction chez Alphabet, la société mère de Google. Quelques semaines plus tard, le [bureau juridique en chef d'Alphabet, David Drummond, démissionne également](#), prétendument en raison de plusieurs relations avec des femmes dans l'entreprise.

Soit dit en passant, notre blog d'actualités avait également été ciblé par Google. Il a fallu des mois à la société pour enregistrer les liens de sites de base que nous avons soumis plusieurs fois à partir de deux ans auparavant. Environ 60% seulement de tous nos liens bien définis et soumis ont été acceptés depuis longtemps par le géant de la technologie et, parmi ceux-ci pris, certains se voient présenter des entrées cachées dans les URL. à nos articles dans les pages de résultats de recherche de Google, invitant élégamment les pirates à examiner de plus près notre plate-forme.

De plus, sur une période de plusieurs mois, [une recherche vidéo Google sur notre blog](#) a montré une image assez intéressante liée à une [vidéo de George Soros sur l'un de nos articles](#) de blog - une image fixe associée à une vidéo qui n'apparaissait pas sur notre site web statique. Des mesures de protection ont été prises pour empêcher qu'une telle image ne soit affichée il y a environ un an. Nous avons même modifié le lien du film plusieurs mois avant de nous rendre compte du comportement de Google.

En attendant, nous pourrions suivre de nombreuses tentatives de piratage sur notre site Web. Google maintient délibérément et volontairement un parti pris politique et a donc été récompensé par des poursuites au pénal devant le parquet en septembre 2018.

<https://www.sun24.news/fr/le-geant-poursuivre-sur-les-diverses-pratiques-du-geant-de-linternet-google.html>